Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2016 : déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars

Le mois de novembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en novembre 2015. Les revenus ont diminué de 1,7 milliard (7,2 %), principalement sous l'effet de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 2,0 milliards (9,3 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 8 millions (0,4 %).

D'avril à novembre 2016 : déficit budgétaire de 12,7 milliards de dollars

Pour la période d'avril à novembre 2016 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 12,7 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,0 milliard pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont diminué de 1,1 milliard (0,6 %), surtout en raison de la baisse des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 14,0 milliards (8,3 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard (8,0 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Novembre 2016

Le mois de novembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en novembre 2015.

Les revenus ont totalisé 22,2 milliards de dollars en novembre 2016, en baisse de 1,7 milliard (7,2 %) par rapport à novembre 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,3 milliard de dollars (10,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,5 milliard de dollars (13,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 28 millions de dollars (5,7 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,9 %). Les droits de douane à l'importation et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux augmenté de 0,1 milliard, tandis que les taxes sur l'énergie ont augmenté de 35 millions. Les revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 9 millions de dollars (0,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,3 %).

Les charges de programmes ont totalisé 23,5 milliards de dollars en novembre 2016, en hausse de 2,0 milliards (9,3 %) par rapport à novembre 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (7,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (7,9 %). Les prestations pour enfants ont

augmenté de 0,4 milliard (29,5 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,5 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (13,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont progressé de 0,6 milliard de dollars (25,7 %), en raison des variations du calendrier des transferts d'une année à l'autre et de l'augmentation des transferts de plusieurs ministères, notamment au titre des réclamations payées et du financement de l'infrastructure.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (8,7 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que de la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 8 millions de dollars (0,4 %).

D'avril à novembre 2016

La période d'avril à novembre 2016 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 12,7 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,0 milliard pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont diminué de 1,1 milliard de dollars (0,6 %) pour s'établir à 186,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 18 millions de dollars (0,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,1 %). Les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux baissé de 0,1 milliard. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 17 millions (0,1 %), et les droits de douane à l'importation ont augmenté de 45 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,5 %), ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 1,3 milliard de dollars (6,4 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement, lequel gain a été compensé en partie par la hausse d'autres éléments pendant l'exercice en cours, notamment les revenus d'intérêt et de pénalités.

Pour la période d'avril à novembre 2016, les charges de programmes ont totalisé 182,3 milliards de dollars, en hausse de 14,0 milliards (8,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

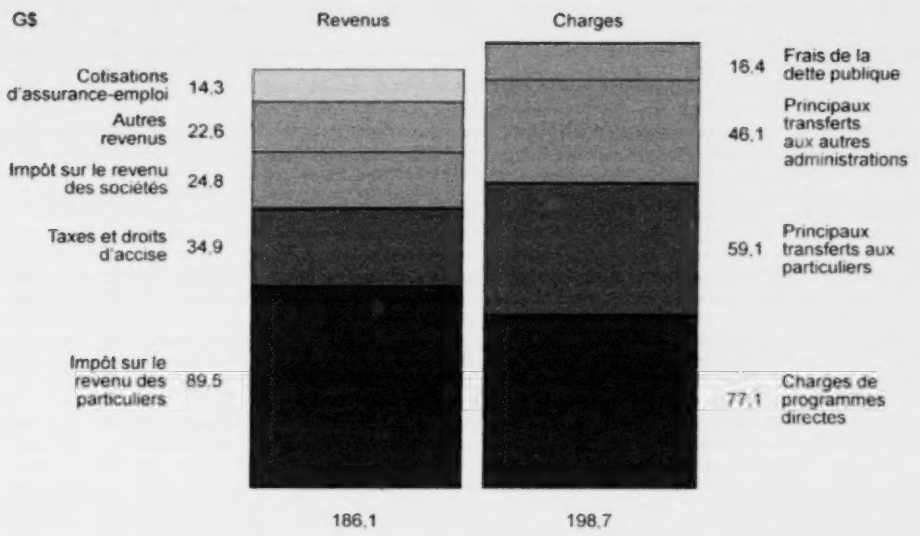
- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 4,8 milliards de dollars (8,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,7 milliard (5,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations

d'assurance-emploi ont augmenté de 0,8 milliard (6,9 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,3 milliards (18,9 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (4,9 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 7,1 milliards de dollars (10,1 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (17,0 %) en raison d'augmentations dans plusieurs ministères, notamment la hausse des transferts au titre des réclamations, du logement social, des étudiants, de l'aide aux sinistrés et de l'infrastructure.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (7,3 %), ce qui s'explique en grande partie par les charges plus élevées au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale et des charges des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars (8,0 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à novembre 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 24,2 milliards de dollars d'avril à novembre 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 12,7 milliards de dollars et des besoins financiers de 11,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à novembre 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 24,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 12,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,6 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 24,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 3,4 milliards en augmentant la dette non échue de 27,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de novembre 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 41,3 milliards de dollars, soit 6,2 milliards de moins qu'à la fin de novembre 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Opérations budgétaires				
Revenus	23 874	22 155	187 204	186 076
Charges				
Charges de programmes	-21 540	-23 545	-168 301	-182 295
Frais de la dette publique	-1 942	-1 934	-17 876	-16 445
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	392	-3 324	1 027	-12 664
Opérations non budgétaires	2 079	1 494	-13 741	-11 502
Ressources ou besoins financiers	2 471	-1 830	-12 714	-24 166
Variation nette dans les activités de financement	4 388	-162	32 217	27 596
Variation nette dans l'encaisse	6 859	-1 992	19 503	3 430
Encaisse à la fin de la période			47 453	41 274

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Novembre			Avril à novembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	12 227	10 952	-10,4	89 460	89 478	0,0
Impôt sur le revenu des sociétés	3 615	3 118	-13,7	24 963	24 826	-0,5
Impôt sur le revenu des non-résidents	491	519	5,7	3 929	4 018	2,3
Total des impôts sur le revenu	16 333	14 589	-10,7	118 352	118 322	0,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 036	2 967	-2,3	23 439	23 456	0,1
Taxes sur l'énergie	468	503	7,5	3 803	3 745	-1,5
Droits de douane à l'importation	429	484	12,8	3 619	3 664	1,2
Autres taxes et droits d'accise	473	536	13,3	4 113	4 057	-1,4
Total des taxes et droits d'accise	4 406	4 490	1,9	34 974	34 922	-0,1
Total des revenus fiscaux	20 739	19 079	-8,0	153 326	153 244	-0,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 070	1 079	0,8	14 047	14 261	1,5
Autres revenus	2 065	1 997	-3,3	19 831	18 571	-6,4
Total des revenus	23 874	22 155	-7,2	187 204	186 076	-0,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Novembre			Avril à novembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 852	4 081	5,9	30 087	31 775	5,6
Prestations d'assurance-emploi	1 638	1 509	-7,9	12 274	13 116	6,9
Prestations pour enfants	1 520	1 968	29,5	11 978	14 242	18,9
Total	7 010	7 558	7,8	54 339	59 133	8,8
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	22 683	24 045	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	8 639	8 899	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	31 322	32 944	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 687	1 731	2,6	14 172	14 610	3,1
Villes et collectivités du Canada	246	250	1,6	1 597	1 700	6,4
Abattement d'impôt du Québec	-395	-398	0,8	-3 165	-3 183	0,6
Total	5 454	5 701	4,5	43 926	46 071	4,9
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	198	92	-53,5	803	540	-32,8
Emploi et Développement social Canada	570	594	4,2	3 603	4 127	14,5
Affaires mondiales Canada	194	477	145,9	1 646	1 928	17,1
Santé Canada	245	247	0,8	2 018	2 149	6,5
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	449	597	33,0	4 224	5 358	26,8
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	169	328	94,1	1 552	2 088	34,5
Autres	642	765	19,2	5 934	6 962	17,3

Total	2 467	3 100	25,7	19 780	23 152	17,0
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	716	802	12,0	5 449	6 152	12,9
Défense nationale	2 037	2 234	9,7	14 765	15 844	7,3
Tous les autres ministères et organismes	3 856	4 150	7,6	30 042	31 943	6,3
Total des autres charges de programmes directes	6 609	7 186	8,7	50 256	53 939	7,3
Total des charges de programmes directes	9 076	10 286	13,3	70 036	77 091	10,1
Total des charges de programmes	21 540	23 545	9,3	168 301	182 295	8,3
Frais de la dette publique	1 942	1 934	-0,4	17 876	16 445	-8,0
Total des charges	23 482	25 479	8,5	186 177	198 740	6,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	392	-3 324	1 027	-12 664
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-372	-376	-2 682	-2 548
Autres activités d'investissement	-571	-629	-4 345	-6 874
Régimes de retraite et autres passifs	287	227	3 166	4 356
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	3 491	2 921	-6 265	-1 956
Opérations de change	-1 107	-934	-6 523	-7 042
Amortissement des immobilisations corporelles	351	285	2 908	2 562
Total des autres activités	2 735	2 272	-9 880	-6 436
Total des opérations non budgétaires	2 079	1 494	-13 741	-11 502
Ressources ou besoins financiers	2 471	-1 830	-12 714	-24 166

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Novembre		Avril à novembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	2 471	-1 830	-12 714	-24 166
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-2 025	1 349	13 485	21 610
Bons du Trésor	6 700	-1 300	13 500	4 300
Titres au détail	-918	-511	-1 044	-332
Autres	0	0	0	0
Total	3 757	-462	25 941	25 578
Emprunts en devises	-148	595	2 955	1 295
Total	3 609	133	28 896	26 873
Réévaluation de swaps de devises	678	-431	2 979	197
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	117	190	486	736
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-16	-54	-144	-210
Variation nette dans les activités de financement	4 388	-162	32 217	27 596
Variation dans l'encaisse	6 859	-1 992	19 503	3 430

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	30 novembre 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	122 144	-5 709
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	525 678	21 610
Bons du Trésor	138 100	142 400	4 300
Titres au détail	5 076	4 744	-332
Total partiel	647 244	672 822	25 578
Payable en devises	22 482	23 777	1 295
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	8 588	197
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 783	736
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 837	-210
Total de la dette non échue	688 211	715 807	27 596
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 745	-482
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	90 825	5 144
Autres passifs	5 602	5 296	-306
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	247 866	4 356
Total de la dette portant intérêt	931 721	963 673	31 952
Total des passifs	1 059 574	1 085 817	26 243
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	154 688	154 365	-323
Comptes d'opérations de change	93 539	100 581	7 042
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	121 622	5 665
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	378 207	12 384
Dette nette	693 751	707 610	13 859
Actifs non financiers	77 765	77 751	-14
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	629 859	13 873

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 novembre 2016 inclut des pertes de 1,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à novembre 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Janvier 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134